

fédéral a dépensé deux fois plus qu'en 1969, trois fois plus qu'en 1961 et 12 fois plus qu'en 1950. Si les dépenses continuent à augmenter au même rythme qu'entre 1973 et 1974, dans moins de trois ans, elles auront doublé. Cela veut dire des dépenses journalières de \$78.8 millions, soit \$3.3 millions à l'heure et \$54,000 à la minute.

Près de la moitié de cette énorme somme d'argent que le gouvernement fédéral dépense provient directement de l'impôt sur le revenu des particuliers. Le taux d'imposition des Canadiens a augmenté dans des proportions effarantes, soit 13 p. 100 en sept ans.

Les dépenses totales du gouvernement l'année dernière seront d'environ \$33 milliards, près de 40 p. 100 du produit national brut. La question est donc la suivante: le pays peut-il se permettre ce genre d'extravagance en ce moment? Compte tenu de nos difficultés économiques, je ne le crois pas.

Le Parlement n'a aucun droit de regard sur environ la moitié de ces dépenses car ce sont des dépenses statutaires qui peuvent être examinées, mais non pas réduites par la Chambre des communes. Lorsqu'on demande au Parlement d'approuver le budget, on ne lui présente pas de programmes précis exposant les objectifs visés et justifiés par des données précises. Depuis le changement apporté au Règlement en 1968-1969, le budget ne peut être débattu en détail, mais il doit être adopté dans un délai précis. Depuis ces changements, le Parlement n'est plus aussi en mesure de contrôler les subsides.

Il s'ensuit que les députés doivent maintenant passer des heures à essayer de comprendre la portée des prévisions du Livre bleu. On dissimule dans le budget et on camoufle dans des crédits des sommes de plus en plus grosses. De plus en plus de crédits bénéficient du sceau du secret pour de prétendues raisons de sécurité.

Au cours des six brèves années du règne de l'actuel premier ministre (M. Trudeau), de 1968 et 1974, le nombre de fonctionnaires fédéraux a augmenté, chose stupéfiante, de 27 p. 100, battant ainsi le record de croissance dans les annales du Canada. Le gouvernement a impérieusement besoin d'un chien de garde. Voyons aussi où se situe la Fonction publique fédérale par rapport à l'ensemble de la nation.

En 1946, juste après la guerre, l'administration d'une population de 12,500,000 personnes était confiée à 31,088 fonctionnaires fédéraux permanents, soit un rapport d'un fonctionnaire pour 403 habitants. Leurs traitements s'élevaient à \$66,440,000, soit \$5.30 par Canadien. En décembre 1973, 27 ans après, le nombre des fonctionnaires fédéraux était passé à 254,610, soit un pour 87 habitants, et ils nous coûtaient la somme astronomique de 2,557 millions de dollars. Autrement dit, les services administratifs coûtaient à chacun d'entre nous \$115.

Ne figurent pas dans ce chiffre quelque 143,600 employés supplémentaires travaillant dans les organismes de la Couronne comme le Canadien National et Air Canada.

Ne figurent pas non plus dans ce chiffre quelque 35,400 employés temporaires. Le parti libéral a beau prétendre le contraire, il est manifeste qu'il accentue l'ingérence du gouvernement dans pratiquement tous les domaines de l'existence des Canadiens; et il ne donne pas le moindre signe de vouloir restreindre cette ingérence.

C'est dire que si le rythme de croissance de la Fonction publique se maintient pendant encore 27 ans sous l'égide libérale, il y aura en l'an 2000 près de 2,820,700 fonctionnaires

Économie canadienne

res fédéraux chargés d'intervenir dans tous les domaines de notre vie quotidienne, et cela coûtera \$2,645 à chacun d'entre nous.

S'il est un exemple vraiment flagrant de ce phénomène, c'est bien au cabinet du premier ministre qu'on le trouve. C'est ainsi qu'avant 1974 il comptait une centaine de personnes, attachés de cabinet, conseillers et employés. Pourquoi faut-il un cabinet au premier ministre? Pour rien, bien sûr. Dans les faits, nous nous trouvons donc à avoir un système semblable au système présidentiel américain, avec tous ses abus mais sans le contrepois du congrès. Et, suivant le ministre des Finances (M. Macdonald), il importe de ralentir la croissance des dépenses publiques.

Le ministère de l'Agriculture illustre fort bien l'inflation des effectifs de l'État. En 1946, il comptait 1,800 fonctionnaires permanents, ce qui donnait un fonctionnaire fédéral pour s'occuper des besoins de 104 agriculteurs. En 1973, le rapport était passé à un fonctionnaire pour 24 agriculteurs. A cette cadence, l'agriculture comptera en 1984 plus de fonctionnaires que de producteurs.

Malgré cette armée de bureaucrates chargés de veiller au bien-être de l'agriculteur, personne n'a su prévoir et éviter la situation cruelle dans laquelle il se trouve maintenant. Qui s'est préoccupé, qui s'inquiète maintenant des pertes financières et de l'anxiété éprouvées aujourd'hui par l'agriculteur? L'agriculture n'est pas un simple assemblage d'unités disparates sans liens entre elles. C'est un tout complet mais qui compte de nombreux éléments. On ne peut pas séparer la production du boeuf de la production des grains, car il y a interpénétration. Pour bien administrer l'une, il faut savoir tenir compte des besoins de l'autre, pour travailler à leur amélioration commune.

L'agriculture n'est pas l'une de nos plus grosses industries; c'est la plus importante de toutes. Le député de Battle River (M. Malone) l'a signalé avec éloquence à la Chambre il y a quelque temps, mais elle ne reçoit pas le traitement que lui mérite ce titre. Pourquoi les agriculteurs ne participent-ils pas plus activement à l'amélioration de leur propre industrie? Au lieu d'augmenter et d'améliorer certains produits agricoles du Canada, le gouvernement actuel a au contraire essayé de restreindre la production. Étant donné que la prospérité de notre agriculture dépend du transport efficace du grain, des bêtes et des machines, il est essentiel d'établir une politique de transports pratique.

Voyons maintenant ce que le gouvernement a fait pour aider les petites entreprises du Canada. A l'heure actuelle, leurs difficultés proviennent de la hausse des prix de revient. La Canadian Federation of Independent Businessmen a constaté que les petites entreprises doivent payer leurs produits plus cher et qu'ils doivent donc les vendre plus cher. Malgré cette hausse du prix de vente et l'augmentation du nombre de ventes, environ le tiers seulement des petites entreprises ont réalisé des bénéfices plus élevés qu'auparavant.

Comme les petites entreprises créent plus d'emplois, produisent une plus grande partie de l'expansion réelle et plus de recettes fiscales que les grandes entreprises, il est temps que le gouvernement se rende compte que toute politique générale doit comprendre des mesures susceptibles de favoriser leurs activités.

Il faudrait aussi examiner les sommes énormes dépensées en allocations d'assurance-chômage. Il faudrait enquêter sur l'activité de la Commission, tenir une enquête publique, sans aucun préjugé, pour découvrir les raisons profondes de cette déroute. Il faut trouver des solutions pratiques et valables aux problèmes fondamentaux que